

Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes

Une comparaison entre francophones, anglophones et allophones

Éric Bélanger and Andrea M.L. Perrella

Volume 27, Number 3, 2008

Représentation et participation politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/029846ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/029846ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bélanger, É. & Perrella, A. M. (2008). Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones. *Politique et Sociétés*, 27(3), 13–40. <https://doi.org/10.7202/029846ar>

Article abstract

Recent studies have shown a significant increase in sovereignty support among Quebec immigrants, and particularly among immigrants' children ("Generation 101"). These observations have led some to conclude that, as a result of linguistic integration, immigrant youths' political opinions and behaviour have become almost undifferentiated from those of their francophone counterparts. Our study, based on a survey conducted in early 2006, provides a significantly more nuanced picture of the situation. Our results indicate that, even though young allophones may have become more supportive of Quebec sovereignty in recent years, the actual motivations behind their support are not entirely the same as those of young francophones. Young allophones appear to be very sensitive to values associated with Canadian federalism, and to the economic consequences of sovereignty. On these accounts, their behaviour more closely resembles that of young anglophones. Such contrast between francophones and allophones becomes even more striking when we examine answers to a more "hardline" referendum question that refers to Quebec assuming the status of a "country."

FACTEURS D'APPUI À LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC CHEZ LES JEUNES

UNE COMPARAISON ENTRE FRANCOPHONES, ANGLOPHONES ET ALLOPHONES¹

Éric Bélanger

Département de science politique, Université McGill
eric.belanger3@mcgill.ca

Andrea M.L. Perrella

Department of Political Science, Wilfrid Laurier University
aperrella@wlu.ca

L'étendue sans précédent des flux migratoires des dernières décennies parmi les démocraties occidentales n'est pas sans créer des remous au sein des pays hôtes. La hausse de l'immigration transforme petit à petit le tissu social des sociétés, entrant parfois en conflit avec les mouvements nationalistes traditionnels². La présence accrue d'immigrants force, d'une certaine façon, une redéfinition des rapports culturels et politiques entre la majorité et les minorités³.

-
1. Les auteurs remercient Maurice Pinard, Leslie Seidle, Marc Desjardins et les deux évaluateurs anonymes de leurs commentaires et suggestions sur une version préliminaire de ce texte. Ils sont également reconnaissants envers Lori Young et Françoise Montambeault de leur aide à la recherche.
 2. Rachel Kay Gibson, 2002, *The Growth of Anti-Immigrant Parties in Western Europe*, Lewiston, Edwin Mellen Press ; Pippa Norris, 2005, *Radical Right : Voters and Parties in the Electoral Market*, New York, Cambridge University Press.
 3. Rainer Bauböck, 2001, « Cultural Citizenship, Minority Rights, and Self-Government », dans *Citizenship Today : Global Perspectives and Practices*, sous la dir. de T. Alexander Aleinikoff et Douglas Klusmeyer, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, p. 319-348 ; Stephen Castles et Mark J. Miller, 2003 [3^e éd.], *The Age of Migration*, New York, Guilford Press ; Ruud Koopmans, Paul Statham, Marco Giugni et Florence Passy, 2005, *Contested Citizenship : Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press ; Will Kymlicka, 2003, « Immigration, Citizenship, Multiculturalism : Exploring the Links », *The Political Quarterly*, vol. 74, n° S1, p. 195-208 ; Will Kymlicka et Wayne Norman (dir.), 2000, *Citizenship in Diverse Societies*, New York, Oxford University Press.

Le Québec n'a pas échappé à cette mouvance, qui a notamment pris la forme d'une croissance graduelle de la population dite « allophone », c'est-à-dire dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais. Cette situation s'est traduite par une tension grandissante entre cette minorité culturelle et le mouvement indépendantiste québécois, porté principalement par la majorité francophone de descendance canadienne-française⁴. Cette tension culmina le soir du 30 octobre 1995, quand Jacques Parizeau, chef du mouvement souverainiste de l'époque, attribua en partie la défaite référendaire de l'option souverainiste au vote présumé massif des minorités ethniques contre ce projet. De ce point de vue, on croyait que les allophones du Québec votaient, et continueraient de voter, en bloc contre l'indépendance politique de la province.

Depuis 1995, des études ont toutefois fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les citoyens issus de l'immigration⁵ et particulièrement parmi les jeunes issus de cette immigration, ou la « génération 101⁶ ». Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique des immigrants faisait en sorte de les sensibiliser davantage à l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu pratiquement indifférencié de celui de la majorité francophone⁷.

Pourtant, les études existantes n'ont que très peu examiné les facteurs derrière cet appui croissant à la souveraineté chez les allophones et n'ont pu, jusqu'à maintenant, établir de comparaison directe entre ces motivations à appuyer la souveraineté et celles observables chez les francophones et les anglophones. Nous proposons de combler en grande partie ces lacunes en comparant les déterminants de l'appui à la souveraineté chez les jeunes francophones, anglophones et allophones, à partir des données d'un sondage effectué en 2006.

-
4. Michael D. Behiels, 1991, *Le Québec et la question de l'immigration : de l'ethnocentrisme au pluralisme ethnique, 1900-1985*, Ottawa, Société historique du Canada ; Gary Caldwell, 1988, « Immigration et la nécessité d'une culture publique commune », *L'Action nationale*, vol. 78, octobre ; Micheline Labelle, François Rocher et Guy Rocher, 1995, « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration : de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 25, p. 213-246.
 5. Gilles Gagné et Simon Langlois, 2002, *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal ; Nathalie Lavoie et Pierre Serré, 2002, « Du vote bloc au vote social : le cas des citoyens issus de l'immigration de Montréal, 1995-1996 », *Revue canadienne de science politique*, vol. 35, n° 1, p. 49-74.
 6. Isabelle Beaulieu, 2003, « Le premier portrait des enfants de la Loi 101 », dans *L'annuaire du Québec 2004*, sous la dir. de Michel Venne, Montréal, Fides, p. 260-265.
 7. Voir, par exemple, Mario Girard, 2007, « Le "vote ethnique" se diversifie », *La Presse*, 19 mars, p. A5.

Résumé. Des études récentes ont fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les Québécois issus de l'immigration, particulièrement parmi les jeunes («génération 101»). Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique de ces derniers les sensibilisait davantage à l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu pratiquement indifférencié de celui des jeunes francophones. Notre étude, basée sur les données d'un sondage mené en 2006, suggère de nuancer ces conclusions. Nos résultats indiquent en effet que, malgré la hausse de l'appui à la souveraineté observée ces dernières années chez les jeunes allophones, les facteurs motivant leur appui ne sont pas tout à fait les mêmes que chez les francophones. Les jeunes allophones semblent notamment très sensibles aux valeurs associées au fédéralisme canadien, de même qu'aux conséquences économiques de la souveraineté. En ce sens, leur comportement s'apparente davantage à celui des jeunes anglophones qu'à celui des jeunes francophones. Le contraste entre francophones et allophones apparaît encore plus marqué lorsque nous examinons l'appui à une question référendaire plus «dure» faisant référence à l'accession du Québec au statut de «pays».

Abstract. Recent studies have shown a significant increase in sovereignty support among Quebec immigrants, and particularly among immigrants' children ("Generation 101"). These observations have led some to conclude that, as a result of linguistic integration, immigrant youths' political opinions and behaviour have become almost undifferentiated from those of their francophone counterparts. Our study, based on a survey conducted in early 2006, provides a significantly more nuanced picture of the situation. Our results indicate that, even though young allophones may have become more supportive of Quebec sovereignty in recent years, the actual motivations behind their support are not entirely the same as those of young francophones. Young allophones appear to be very sensitive to values associated with Canadian federalism, and to the economic consequences of sovereignty. On these accounts, their behaviour more closely resembles that of young anglophones. Such contrast between francophones and allophones becomes even more striking when we examine answers to a more "hardline" referendum question that refers to Quebec assuming the status of a "country."

Ce sondage a été mené auprès de Québécois âgés de 18 à 34 ans, avec un suréchantillonnage des anglophones et des allophones, permettant ainsi une comparaison fiable des opinions entre les différents groupes linguistiques. La principale conclusion de notre étude est que le poids des facteurs d'appui à la souveraineté n'est pas tout à fait le même d'un groupe linguistique à l'autre, ce qui soulève certains doutes quant à la supposée «normalisation» du comportement électoral des jeunes allophones du Québec. À l'instar d'autres études publiées dans ce numéro thématique, notre propre recherche permet ainsi de mettre en lumière, à l'aide de nouvelles données quantitatives, la pluralité des raisons derrière une des manifestations de la participation politique chez les jeunes Québécois, à savoir leur appui au projet souverainiste.

LE COMPORTEMENT POLITIQUE DE LA « GÉNÉRATION 101 »

Dans une analyse du vote allophone conduite sur la base de données de sondages pan-qubécois, Gilles Gagné et Simon Langlois concluent que l'appui à la souveraineté du Québec dans ce groupe linguistique repose exactement sur les mêmes clivages sociaux que dans le groupe des francophones⁸. À partir des données d'un sondage mené auprès de 1400 citoyens québécois issus de l'immigration de la région montréalaise (CIIRM), Nathalie Lavoie et Pierre Serré avancent quant à eux que le comportement électoral chez cette population s'est complexifié au point de se normaliser, passant d'un vote bloc (essentiellement libéral et fédéraliste) à un vote social (c'est-à-dire idéologiquement diversifié)⁹. Ces deux études suggèrent que la socialisation des immigrants par la voie de l'apprentissage de la langue française amène ceux-ci à s'identifier plus fortement au Québec¹⁰ ainsi qu'à diversifier leurs choix électoraux. Ils deviendraient alors plus favorables au Parti québécois (PQ) et à son option constitutionnelle, dans des proportions très proches de celles observées chez la population non immigrante.

L'argument de la normalisation du comportement électoral allophone est développé plus avant par Isabelle Beaulieu, qui examine cette fois le phénomène chez les jeunes Québécois issus de l'immigration, ou la « génération 101¹¹ ». L'auteure analyse les résultats d'un sondage réalisé auprès de 1025 immigrants (de première ou de deuxième génération) âgés de 18 à 35 ans et ayant fréquenté l'école française pendant au moins deux ans. Elle constate que les répondants ont des opinions généralement positives en ce qui concerne les conditions politiques, sociales et économiques du Québec. Ils sont d'accord pour dire que le Québec forme une nation distincte du reste du Canada, la différence principale étant la langue. Ils se considèrent également comme « différents » des Canadiens qui vivent dans les autres provinces. I. Beaulieu note que les répondants qui sont favorables à la souveraineté du Québec sont insatisfaits du système fédéral et sont ouverts à de nouveaux pourparlers constitutionnels qui viseraient à accorder des pouvoirs

8. Gagné et Langlois, *Les raisons fortes...*, p. 101-109.

9. Lavoie et Serré, « Du vote bloc au vote social... », *op. cit.* Ces auteurs concluent que le vote souverainiste chez les immigrants qui sont fortement intégrés linguistiquement et qui sont fortement attachés au Québec n'est « séparé que de quelques points de pourcentage de celui des non-CIIRM francophones de langue d'usage » (p. 71). Ils définissent un vote « social » comme étant le reflet d'un « alignement du groupe minoritaire sur le vote du groupe majoritaire » (p. 52).

10. Voir aussi Denise Helly et Nicolas van Schendel, 2001, *Appartenir au Québec : citoyenneté, nation et société civile (enquête à Montréal, 1995)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

11. Beaulieu, « Le premier portrait des enfants de la Loi 101 », *op. cit.*

accrus au Québec. La protection de la langue française semble être étroitement associée à un appui à la souveraineté du Québec chez ces jeunes, qui semblent aussi partager avec le reste des jeunes Québécois de nombreuses valeurs telles la lutte contre la pauvreté et le racisme, ou encore la promotion de la paix et la protection de l'environnement.

La principale conclusion tirée de ces résultats est que l'intégration sociale et politique des jeunes Québécois issus de l'immigration est largement achevée et que ce phénomène est surtout attribuable à la fréquentation de l'école française qu'impose aux immigrants la législation linguistique québécoise. La Charte de la langue française du Québec (communément appelée *Loi 101*) est ainsi considérée comme un instrument clé de la socialisation des jeunes allophones, permettant de les intégrer à la culture majoritaire même si leur langue première n'est pas nécessairement le français. Par l'apprentissage de cette langue publique commune assez tôt durant leur éducation, les jeunes allophones deviendraient ainsi sensibilisés au «fait français» et à la question nationale et ils seraient plus sympathiques que leurs parents au projet souverainiste. Cette intégration culturelle réussie ferait en sorte que les allophones adopteraient un comportement politique pratiquement indifférencié de celui des francophones. Selon I. Beaulieu, «la génération 101 a, sur plusieurs points, des valeurs et des attentes semblables à celles de la population québécoise dans son ensemble [...] [Ces jeunes] voteraient Oui à 40 % à un référendum qui proposerait la souveraineté du Québec, soit dans la même proportion que l'ensemble de la population du Québec, selon les sondages¹².»

L'étude d'I. Beaulieu est pionnière du fait qu'elle offre un examen à la fois inédit et éclairant des attitudes politiques des jeunes Québécois issus de l'immigration. Une lacune importante de cette étude tient cependant au fait qu'elle s'appuie sur des données limitées à la population allophone (ou immigrante) seulement, empêchant toute comparaison directe avec les attitudes et le comportement des autres groupes linguistiques québécois. Cette limite est d'ailleurs partagée par certaines des études qui s'attardent à la population immigrante de tous âges¹³. Une autre faiblesse de cette étude est qu'elle n'offre pas d'analyse multivariée, l'auteure ne faisant que rapporter les fréquences de réponses aux questions de son sondage. Une telle approche permet certes de brosser un portrait d'ensemble assez complet de l'opinion chez les jeunes issus de l'immigration, mais ne permet pas de dire si

12. *Id.*, p. 261.

13. Micheline Labelle et Daniel Salée, 2001, «Immigrant and Minority Representations of Citizenship in Quebec», dans *Citizenship Today: Global Perspectives and Practices*, sous la dir. de T. Alexander Aleinikoff et Douglas Klusmeyer, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, p. 278-315; Lavoie et Serré, «Du vote bloc au vote social...», *op. cit.*

ces diverses attitudes sont toutes significativement liées à un appui à la souveraineté, ni de conclure quoi que ce soit quant au poids relatif de ces déterminants dans l'intention de vote référendaire de ces jeunes.

Or certaines raisons permettent de penser que le poids relatif de tels facteurs dans le choix constitutionnel des jeunes Québécois puisse être différent d'un groupe linguistique à l'autre. D'abord, dans l'étude même d'I. Beaulieu¹⁴, les jeunes issus de l'immigration s'identifient plus comme « Canadiens » ou « Montréalais » que comme « Québécois » et cette identité semble fortement liée à leur appui ou non à la souveraineté¹⁵. Il est raisonnable d'anticiper que, dans la jeune communauté, tant francophone qu'anglophone, cette ventilation des identités ne soit pas la même et qu'elle affecte sans doute différemment l'intention de vote référendaire.

Par ailleurs, une série d'entrevues menées par Micheline Labelle et Daniel Salée indique que, quand vient le temps d'exprimer leur opinion à l'endroit du projet souverainiste, les immigrants québécois semblent accorder beaucoup d'importance à leur attachement au Canada, qui est vu comme leur véritable société hôte, ainsi qu'aux conséquences économiques de la souveraineté¹⁶. Encore une fois, aucune comparaison n'est possible avec la population non immigrante, mais il est fort probable que la situation ne soit pas tout à fait la même au sein de cette dernière, que l'on parle de francophones ou d'anglophones.

Enfin, certains travaux avancent que l'intégration des immigrants à la société québécoise, et donc la normalisation de leurs attitudes et opinions, ne tient pas seulement à la langue d'usage, mais repose tout autant (sinon plus) sur des facteurs économiques, sociaux et politiques divers¹⁷. Cela suggère que le seul fait, pour les immigrants (ou allophones), d'être éduqués en langue française ne suffit probablement pas pour les intégrer culturellement à la majorité francophone non immigrante et les faire adhérer, à un degré similaire, aux volontés d'émancipation politique de celle-ci. Des facteurs autres que l'apprentissage (et l'usage) de la langue publique commune, tels que l'intégration

14. Beaulieu, « Le premier portrait des enfants de la Loi 101 », p. 263.

15. Voir aussi : Deirdre Meintel, 1993, « Transnationalité et transethnicité chez les jeunes issus de milieux immigrés à Montréal », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n° 3, p. 63-79 ; et Deirdre Meintel, 2000, « Identity Issues Among Young Adults of Immigrant Background in Montreal », *Horizontes Antropológicos*, vol. 6, n° 14, p. 13-38.

16. Labelle et Salée, « Immigrant and Minority Representations of Citizenship in Quebec », *op. cit.*

17. Voir, par exemple, Danielle Juteau et Marie McAndrew, 1992, « Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain », *Sociologie et sociétés*, vol. 24, n° 2, p. 161-180 ; Victor Piché, 2004, « Immigration et intégration linguistique : vers un indicateur de réceptivité sociale », *Diversité urbaine*, vol. 4, n° 1, p. 7-22.

économique des immigrants, le degré d'ouverture perçue de la société d'accueil – tant québécoise que canadienne – et les efforts de persuasion politique, font sans doute en sorte de structurer leur appui, ou leur absence d'appui, au projet souverainiste.

Pour éclairer ces questions, nous proposons une étude empirique en profondeur des facteurs d'appui à la souveraineté chez les jeunes francophones, anglophones et allophones du Québec. La prochaine section présente en détail les données de sondage utilisées, de même que les variables et les indicateurs qui en ont été tirés afin d'étudier les déterminants de l'appui à la souveraineté chez les jeunes Québécois.

L'ÉTUDE

Les données

Notre étude utilise les données d'un sondage mené par la firme montréalaise CROP pour le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC). Les résultats du sondage reposent sur 1 212 entrevues téléphoniques effectuées au Québec du 13 février au 6 mars 2006. Les répondants ont été choisis aléatoirement parmi les personnes âgées de 18 à 34 ans résidant dans les ménages faisant partie de l'échantillon et aptes à compléter une entrevue en français ou en anglais.

L'objectif du sondage était d'obtenir des données permettant de brosser un portrait de trois groupes linguistiques, soit des jeunes de langue maternelle française, anglaise et autre. Pour y arriver, CROP a constitué trois échantillons probabilistes stratifiés visant à obtenir 400 répondants dans chacun des trois groupes linguistiques¹⁸. La collecte des données a permis d'obtenir la collaboration de 456 jeunes francophones, 378 anglophones et 378 allophones. D'un point de vue statistique, chaque échantillon d'environ 400 répondants est précis à 5 points près, 19 fois sur 20. Les résultats basés sur l'ensemble des 1 212 répondants comportent une marge d'erreur estimée à 3 %.

Lors de leur compilation, les résultats de chaque échantillon ont été pondérés sur la base des statistiques du recensement de 2001. La pondération de chaque groupe linguistique tient compte, en plus de la langue maternelle, de l'âge (18-24 ans ; 25-34 ans), du sexe et de la région de provenance (Montréal RMR [région métropolitaine de recensement] ;

18. Étant donné que plus de 80 % des non-francophones vivent dans la région métropolitaine de Montréal, dont plus de 75 % sur l'île de Montréal, la sélection de la majorité des anglophones et des allophones a été effectuée dans les circonscriptions électorales fédérales de la région de Montréal où l'incidence des non-francophones est égale ou supérieure à 35 %. L'échantillon des jeunes francophones a été tiré aléatoirement parmi les abonnés aux services téléphoniques de l'ensemble du Québec.

reste du Québec) des répondants. Il est donc à noter que toutes les analyses exposées dans la présente étude utilisent nécessairement les données pondérées.

La méthode

Nous proposons un examen des facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes. Notre variable dépendante est mesurée de deux manières différentes. Une première mesure est l'appui à la «souveraineté-partenariat», telle qu'elle fut proposée à la population du Québec lors du référendum d'octobre 1995. Dans ce cas, l'appui à la souveraineté est opérationnalisé à l'aide de la question suivante : «Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté accompagnée d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON ?» Une question de relance («Même si vous n'avez peut-être pas encore fait votre choix, s'il y avait un référendum aujourd'hui sur cette question, seriez-vous tenté(e) de voter pour le OUI ou pour le NON ?») permet de cerner l'inclination de la plupart des répondants discrets. Une fois les réponses à la question de relance codées avec celles de la question initiale, un appui de 54,4 % à la souveraineté-partenariat est mesuré pour l'ensemble des répondants au sondage.

Notre deuxième opérationnalisation de l'appui à la souveraineté repose sur une question qui fait référence aux termes plus «durs» employés par le Parti québécois dans la plus récente mouture de son programme¹⁹ et qui se lit comme suit : «Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la question suivante : "Voulez-vous que le Québec accède au statut de pays ?", voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON ?» Dans son programme de 2005, le PQ proposait en effet l'abandon de l'idée d'un partenariat politique et économique avec le reste du Canada pour un objectif plus près de l'indépendance pure, à savoir «l'accession du Québec au statut de pays²⁰». La deuxième question posée par CROP permet donc de mesurer l'appui à une version plus radicale de l'option péquiste. L'appui à cette question plus «dure», y compris les réponses à la question de relance, est de 51,4 % pour l'ensemble des jeunes sondés, soit légèrement inférieur à l'appui de ces mêmes jeunes à la souveraineté-partenariat.

Puisque les deux versions de notre variable dépendante sont codées de manière dichotomique (OUI ou NON), la méthode d'analyse de régression multivariée des données qui est utilisée dans cette étude est

19. Parti québécois, 2005, *Un projet de pays*, Programme adopté lors du 15^e congrès national du Parti québécois, 3-5 juin 2005, Québec.

20. *Id.*, p. 16.

donc la régression logistique²¹. Cette méthode permet de mesurer l'effet des variables indépendantes sur la probabilité d'observer un phénomène (ou pas), en l'occurrence la probabilité d'observer un appui (ou non) à la souveraineté du Québec chez un répondant au sondage. En clair, si l'on observe qu'un facteur donné affecte positivement le vote, cela signifie qu'un changement positif dans la valeur de cette variable augmente l'appui à la souveraineté et que, par le fait même, un changement négatif dans la valeur de cette même variable augmente le refus d'appuyer la souveraineté (la logique est exactement la même pour un facteur qui affecterait négativement le vote). Si un facteur explique l'appui, il explique donc en même temps le refus d'appuyer. Les coefficients de régression logistique sont convertis en probabilités à l'aide du programme *Clarify*²² afin d'en faciliter l'interprétation.

Ces analyses de régression multivariée visent à clarifier les motivations derrière l'appui à la souveraineté dans trois groupes linguistiques : francophones, anglophones et allophones. La variable utilisée pour distinguer ces trois groupes est la langue maternelle. Par conséquent, dans cette étude, nous définissons les allophones comme des jeunes Québécois dont la première langue apprise et encore comprise n'est ni le français ni l'anglais. Cette approche est différente de celle utilisée par I. Beaulieu, qui a plutôt échantillonné la jeune population immigrante de la région de Montréal, peu importe sa langue maternelle²³. Comme nous l'avons mentionné plus haut, une telle approche offre des avantages importants, mais a comme principaux inconvénients d'être coûteuse et, surtout, d'empêcher toute comparaison directe avec d'autres groupes de la société québécoise, notamment la population francophone (dite « de souche ») et la communauté anglophone. Un moyen moins coûteux, et qui permet tout de même des comparaisons entre les groupes, est l'utilisation de la langue maternelle comme critère discriminant au moment de la collecte des données. Procédant de la même manière que nous, G. Gagné et S. Langlois concluent d'ailleurs que « La langue maternelle peut [...] être considérée comme un indicateur valable, bien qu'imparfait, du statut d'immigrant²⁴ ».

Malgré cette limite inhérente à la cueillette de nos données, il nous est tout de même possible de tenir compte en partie du statut d'immigrant des répondants à notre sondage. Nous avons demandé à ces derniers de dire s'ils étaient nés au Canada, puis si leurs parents étaient nés au Canada ou à l'extérieur du Canada. Nous considérons un répondant qui est né au Canada et dont les parents sont tous les deux nés

21. Scott W. Menard, 2002, *Applied Logistic Regression Analysis*, Thousand Oaks, Sage.

22. Michael Tomz, Jason Wittenberg et Gary King, 2003, *Clarify: Software for Interpreting and Presenting Statistical Results (version 2.1)*, [<http://gking.harvard.edu>].

23. Beaulieu, « Le premier portrait des enfants de la Loi 101 », *op. cit.*

24. Gagné et Langlois, *Les raisons fortes...*, p. 104.

aussi au Canada comme étant un non-immigrant (75 % de l'échantillon total pondéré). Tous les autres répondants (25 %) sont considérés comme faisant partie de la population immigrante du Québec. Selon cet indicateur, lui aussi imparfait car il ne permet pas de dire si ces jeunes immigrants ont fréquenté l'école française ou pas, la presque totalité des répondants allophones seraient immigrants (à l'exception de cinq seulement), environ 60 % des répondants anglophones le seraient, tout comme 16 % des francophones. Cette variable est ajoutée à nos analyses à titre de contrôle afin de vérifier si le statut d'immigrant fait une différence dans le niveau d'appui à la souveraineté à l'intérieur de chaque groupe linguistique.

Une comparaison préliminaire entre les groupes est déjà possible, à l'analyse des résultats présentés au tableau 1. On constate d'abord que les jeunes de 18 à 34 ans sont plus fortement en faveur de la souveraineté que l'ensemble de la population québécoise, et ce, par environ 10 points de pourcentage, peu importe la question utilisée (souveraineté-partenariat ou statut de pays). On observe ensuite que cet appui majoritaire des jeunes est surtout concentré chez les francophones. Les jeunes anglophones sont très peu favorables aux deux options (9 à 14 points seulement). Quant aux jeunes allophones, ils se trouvent à mi-chemin entre anglophones et francophones (29-30 points). On remarque enfin que l'appui ne fléchit que très légèrement quand on utilise la question plus dure de l'accession au statut de pays, à la limite de la marge d'erreur du sondage. Cela ne signifie pas pour autant que les facteurs de motivation jouent de manière identique dans l'appui aux deux options, ni dans chacun des trois groupes linguistiques. C'est ce que notre analyse s'efforce d'examiner plus en profondeur dans les pages qui suivent.

Tableau 1. Niveau d'appui à la souveraineté chez les jeunes, par groupe linguistique (en pourcentage)

	Appui à la souveraineté-partenariat	Appui au statut de pays pour le Québec
Québec*	44	39
Jeunes	54	51
Jeunes francophones	62	59
Jeunes anglophones	14	9
Jeunes allophones	29	30

* Source : CROP-Express, février 2006.

Les facteurs d'appui à la souveraineté

Les variables indépendantes examinées dans cette étude visent toutes à mesurer des facteurs potentiels d'appui à la souveraineté du Québec (avec ou sans partenariat), afin de comparer les motivations à appuyer cette dernière dans chacun des groupes linguistiques identifiés précédemment. Nous avons dû sélectionner les variables sur la base des questions qui étaient disponibles dans le questionnaire du sondage CROP. Malgré cette limite évidente, nous avons pris soin de choisir des facteurs qui pouvaient aisément être rattachés à ce que nous identifions comme étant les trois principaux modèles théoriques d'explication de l'appui à la souveraineté : le modèle sociodémographique, le modèle sociopsychologique et le modèle des coûts-bénéfices.

Le premier modèle propose une explication centrée sur les caractéristiques sociodémographiques des individus²⁵. Selon ce modèle, certaines franges de la population québécoise sont plus susceptibles que d'autres d'appuyer le projet souverainiste. Les travaux de G. Gagné et S. Langlois²⁶ identifient ces groupes comme étant, principalement : les moins de 55 ans, les francophones, les travailleurs et les étudiants, et les individus à revenu élevé²⁷. La situation socioéconomique de ces personnes ferait en sorte qu'elles seraient davantage capables de se projeter positivement dans l'avenir et, ainsi, d'être plus confiantes face aux risques potentiels associés au projet souverainiste. En d'autres termes, il s'agirait des classes qui, en raison de leur condition sociale, peuvent se permettre d'envisager favorablement un changement politique important comme la souveraineté. Selon G. Gagné et S. Langlois, le « groupe porteur » de la souveraineté est celui constitué des individus qui appartiennent simultanément à ces quatre catégories socio-démographiques. Dans notre étude, tous les répondants francophones à notre sondage font théoriquement partie de ce groupe porteur, de sorte que la typologie (ou interaction) proposée par ces auteurs ne peut pas vraiment être appliquée, compte tenu de l'univers restreint de la

25. *Ibid.* ; Hubert Guindon, 1988, *Quebec Society : Tradition, Modernity, and Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press ; Maurice Pinard et Richard Hamilton, 1984, « The Class Bases of the Quebec Independence Movement : Conjectures and Evidence », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 7, n° 1, p. 19-54.

26. Gagné et Langlois, *Les raisons fortes...*, *op. cit.*

27. Soulignons que les conclusions de Gagné et Langlois concernant l'effet de la variable de revenu vont à contre-courant des résultats de la plupart des autres études sur les déterminants de l'appui à la souveraineté du Québec. En effet, ces dernières démontrent habituellement que cet appui est plus fort chez les individus à plus faible revenu. (Voir, par exemple, Richard Nadeau, Pierre Martin et André Blais, 1999, « Attitude Towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty », *British Journal of Political Science*, vol. 29, n° 3, p. 523-539.)

population à l'étude (les jeunes de 18 à 34 ans). Pour cette raison, nous nous contentons ici d'examiner l'effet individuel de chaque catégorie sociodémographique. Pour vérifier l'impact indépendant de ces facteurs sur l'appui à la souveraineté, nous avons inclus à l'analyse les variables suivantes : âge, sexe, niveau d'éducation, revenu et occupation professionnelle²⁸. Ces cinq déterminants s'ajoutent à ceux de la langue et du statut d'immigré discutés à la sous-section précédente.

Le modèle sociopsychologique met plutôt l'accent sur les facteurs associés à l'identité politique et aux valeurs des individus. Selon cette école, le passage d'une identité nationale canadienne-française à une identité québécoise est un facteur crucial pour expliquer la montée du sentiment souverainiste au Québec au cours des dernières décennies²⁹. De même, un attachement plus grand au Québec et une érosion de l'attachement au Canada constituent des variables importantes d'explication de l'appui de masse au projet souverainiste³⁰. L'étude de Scott Piroth

28. L'âge et le sexe sont des variables dichotomiques distinguant respectivement les 25-34 ans et les femmes. La variable d'éducation est une échelle en 8 points allant de 0 (éducation primaire ou moins) à 1 (éducation universitaire de cycles supérieurs). La variable de revenu est une échelle en 6 points allant de 0 (moins de 20 000 \$ annuellement) à 1 (100 000 \$ et plus). La variable d'occupation professionnelle comprend 5 catégories qui ont été dichotomisées pour l'analyse (la catégorie de référence utilisée dans les régressions est « travail à temps partiel »).

29. Paul Howe, 1998, « Rationality and Sovereignty Support in Quebec », *Revue canadienne de science politique*, vol. 31, n° 1, p. 31-59; Matthew Mendelsohn, 2003, « Rational Choice and Socio-Psychological Explanation for Opinion on Quebec Sovereignty », *Revue canadienne de science politique*, vol. 36, n° 3, p. 511-537; Maurice Pinard, 1997, « Les fluctuations du mouvement indépendantiste depuis 1980 », dans *Un combat inachevé*, sous la dir. de Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 69-99.

30. Matthew Mendelsohn, 2002, « Measuring National Identity and Patterns of Attachment: Quebec and Nationalist Mobilization », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 8, n° 3, p. 72-94; Maurice Pinard, 1980, « Self-Determination in Quebec: Loyalties, Incentives and Constitutional Options Among French-Speaking Quebecers », dans *Resolving Nationality Conflicts*, sous la dir. de W. Phillips Davison et Leon Gordenker, New York, Praeger, p. 140-176. Bien que l'on puisse avancer que l'identité et l'attachement constituent des variables qui sont endogènes au vote et que, de ce point de vue, le modèle sociopsychologique propose une logique plutôt circulaire, l'exogénéité de ces variables a été bien établie par le passé. (En plus des travaux de Pinard et de ceux de Mendelsohn, voir aussi André Blais et Richard Nadeau, 1992, « To Be or Not To Be Sovereignist: Quebecers' Perennial Dilemma », *Canadian Public Policy*, vol. 18, p. 89-103.) La plupart des études sur le vote souverainiste au Québec considèrent l'identité et l'attachement comme des variables explicatives clés de celui-ci, mais qui ne conditionnent pas entièrement le comportement électoral. Par exemple, dans notre sondage, parmi les jeunes qui se déclarent « très attachés » au Canada, 11 % voteraient tout de même OUI à la souveraineté-partenariat et 10 % appuieraient l'accession du Québec au statut de pays. Et, parmi ceux qui s'identifient comme « Canadiens », 14 % voteraient OUI

souligne quant à elle l'importance des valeurs dans l'explication de l'appui à la souveraineté, particulièrement celles dites postmatérialistes, chez les jeunes générations du Québec³¹. Ces déterminants, qui touchent aux motivations plus émotives (ou symboliques) derrière l'appui au projet souverainiste, ont le mérite de mettre en lumière le rôle de la socialisation politique et de la mobilisation du soutien par les élites nationalistes québécoises³². Notre étude teste l'impact de ces facteurs par le biais de six variables indépendantes : la force de l'identité québécoise, le degré d'attachement au Québec puis au Canada, la valorisation de l'environnement et de la liberté et la confiance en autrui³³.

Un dernier modèle met l'accent sur les coûts et les bénéfices associés à la souveraineté du Québec comme facteurs explicatifs de l'appui à cette dernière³⁴. Selon cette approche, les individus pèsent

à la première question et 9% diraient OUI à la deuxième. Il apparaît donc assez clair que l'identité n'est pas entièrement prédéterminée par le vote; il est tout à fait possible pour un individu de s'identifier d'une façon et de se comporter d'une autre.

31. Scott Piroth, 2004, «Generational Replacement, Value Shifts, and Support for a Sovereign Quebec», *Québec Studies*, vol. 37, printemps/été, p. 23-43.
32. Harold D. Clarke, Allan Kornberg et Marianne C. Stewart, 2004, «Referendum Voting as Political Choice: The Case of Quebec», *British Journal of Political Science*, vol. 34, n° 2, p. 345-355; Guy Lachapelle, 1998, «Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995: une application de la théorie du dépistage», *Politique et sociétés*, vol. 17, n° 1-2, p. 91-120.
33. La variable d'identité est une échelle en 5 points allant de -1 à +1 (se considère uniquement comme Canadien = -1; d'abord comme Canadien puis comme Québécois = -0,5; également comme Canadien et comme Québécois = 0; d'abord comme Québécois puis comme Canadien = +0,5; uniquement comme Québécois = +1). Les variables d'attachement au Québec et au Canada sont des échelles en 4 points allant de 0 à 1 (pas du tout attaché = 0; peu attaché = 0,33; assez attaché = 0,67; très attaché = 1). Les variables de valorisation de l'environnement et de la liberté sont des échelles en 3 points mesurant l'importance (peu = 0; moyennement = 0,5; beaucoup = 1) accordée respectivement à «la protection de l'environnement» et à «donner aux citoyens la liberté de façonner leur propre vie». La variable de confiance en autrui est une variable dichotomique mesurée par la question suivante: «De façon générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens (= 1) ou diriez-vous qu'on n'est jamais trop prudent dans nos relations avec les gens (= 0)?»
34. André Blais, Pierre Martin et Richard Nadeau, 1995, «Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec: une analyse prospective et comparative», *Revue canadienne de science politique*, vol. 28, n° 4, p. 637-657; Pierre Martin et Richard Nadeau, 2002, «Understanding Opinion Formation on Quebec Sovereignty», dans *Citizen Politics: Research and Theory in Canadian Political Behaviour*, sous la dir. de Joanna Everitt et Brenda O'Neill, Don Mills, Oxford University Press, p. 142-158; Richard Nadeau et Christopher J. Fleury, 1995, «Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec», *Revue canadienne de science politique*, vol. 28, n° 1, p. 35-50; Nadeau et al., «Attitude

le pour et le contre du projet souverainiste, en comparant les bénéfices potentiels qu'apporterait la souveraineté aux coûts engendrés par un tel changement de statut politique. C'est donc l'aspect plus rationnel de l'appui à la souveraineté qui est mis en évidence par cette école³⁵. D'après certains de ces auteurs, les calculs sont essentiellement prospectifs et se rapportent surtout aux bénéfices de la souveraineté pour le bien-être collectif du Québec, tant sur le plan économique que culturel, par opposition au bien-être personnel des individus. Quatre variables sont mises à profit dans notre étude pour mesurer l'effet potentiel de telles motivations : l'opinion quant à la situation économique et à la protection de la langue française dans un Québec souverain, l'opinion selon laquelle le fédéralisme canadien est avantageux pour le Québec et l'opinion selon laquelle le fédéralisme permet de protéger les intérêts du Québec³⁶.

Les trois modèles d'explication résumés ci-dessus sont testés conjointement à l'intérieur de nos analyses d'opinion. La section suivante présente les principaux résultats de ces analyses.

Rappelons l'objectif de la présente étude : il ne s'agit pas de voir si les trois groupes linguistiques ont des opinions différentes, mais bien de vérifier si, toutes choses étant égales par ailleurs, ces opinions ont des effets différents d'un groupe à l'autre sur le vote souverainiste. Par exemple, un jeune francophone et un jeune allophone pourraient avoir un degré d'attachement au Québec qui est similaire, mais pourraient très bien ne pas accorder la même importance à ce facteur lorsque

Towards Risk-Taking and Individual Choice...», *op. cit.* ; Maurice Pinard et Richard Hamilton, 1986, «Motivational Dimensions in the Quebec Independence Movement: A Test of a New Model», *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 9, p. 225-280.

35. Cette approche considère cependant aussi que les variables d'identité et d'attachement sont importantes dans le choix référendaire. (Voir, par exemple, Blais, Martin et Nadeau, «Attentes économiques et linguistiques...», *op. cit.* ; et Martin et Nadeau, «Understanding Opinion Formation on Quebec Sovereignty», *op. cit.*)

36. La variable d'économie est une échelle allant de -1 à +1, mesurée par la question suivante : « Si le Québec devenait un pays indépendant, croyez-vous que la situation économique du Québec serait meilleure (= 1), pire (= -1) ou à peu près la même (= 0) que si le Québec demeurait au sein du Canada ? » Les variables de langue française et de fédéralisme avantageux sont des échelles en 4 points allant de 0 à 1, mesurant si un individu est tout à fait en désaccord (= 0), en désaccord (= 0,33), d'accord (= 0,67) ou tout à fait d'accord (= 1) avec les énoncés respectifs suivant : « Un Québec souverain serait mieux en mesure de protéger la langue française qu'il ne l'est actuellement » et « Le fédéralisme canadien comporte plus d'avantages que de désavantages pour le Québec. » La variable de protection des intérêts du Québec par le fédéralisme est une échelle en 4 points allant de 0 à 1, mesurée par la question suivante : « Selon vous, est-ce que les intérêts du Québec sont très bien (= 1), plutôt bien (= 0,67), plutôt mal (= 0,33) ou très mal (= 0) protégés au sein de la fédération canadienne dans sa forme actuelle ? »

vient le temps de décider s'ils appuient ou non la souveraineté. C'est précisément à cette dernière question, largement ignorée dans les études précédentes, que nous cherchons à répondre dans l'analyse qui suit.

RÉSULTATS

Le tableau 2 présente les résultats de régressions logistiques liés aux déterminants de l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes Québécois. Une analyse de régression a été effectuée séparément pour chacun des trois groupes linguistiques (colonnes 2, 3 et 4) et les résultats d'une analyse effectuée pour l'ensemble des répondants au sondage sont présentés dans la première colonne du tableau aux simples fins de comparaison³⁷.

Tableau 2. Effet combiné des facteurs sociodémographiques, sociopsychologiques et de coûts-bénéfices sur l'appui à la «souveraineté-partenariat»

	Répondants			
	Tous	Francophones	Anglophones	Allophones
Modèle sociodémographique				
Âge (25-34 ans)	-0,044 (0,405)	0,104 (0,482)	0,307 (0,913)	-,087* (0,613)
Femme	-0,476 (0,333)	-0,399 (0,415)	-0,273 (0,650)	-0,481 (0,471)
Éducation	-0,353 (0,829)	-0,555 (0,994)	-1,849 (2,439)	0,226 (0,997)
Revenu	-0,719 (0,570)	-0,894 (0,683)	-1,405 (0,990)	-0,298 (1,038)
Occupation				
<i>Travail à temps plein</i>	0,143 (0,542)	0,087 (0,628)	-2,206* (1,294)	1,296 (1,074)
<i>Au chômage</i>	0,481 (0,823)	0,411 (0,946)	-4,065* (2,435)	2,260 (1,475)
<i>Étudiant</i>	0,616 (0,689)	0,894 (0,894)	-3,312* (1,784)	0,869 (1,045)
<i>À la maison</i>	0,749 (0,826)	0,378 (0,909)		3,793** (1,565)

37. Une méthode alternative serait de ne pas faire d'analyses séparées pour chaque groupe et de procéder plutôt à l'analyse sur l'échantillon complet tout en introduisant dans le modèle de régression des variables d'interaction entre chaque variable indépendante et les variables dichotomiques de langue maternelle (anglophone et allophone). Les résultats obtenus par cette méthode alternative ne sont pas substantiellement différents de ceux présentés dans l'article. Pour cette raison, et parce que la méthode retenue permet plus facilement de comparer les groupes tout en limitant la multicollinéarité dans le modèle, nous avons décidé de maintenir la séparation des groupes linguistiques.

<hr/>				
Langue maternelle				
<i>Anglophone</i>	-0,259			
	(0,485)			
<i>Allophone</i>	0,459			
	(0,623)			
Immigrant	-0,469	-0,479	-2,134**	-2,270
	(0,525)	(0,630)	(0,985)	(1,663)
<hr/>				
Modèle sociopsychologique				
<hr/>				
Identité	1,326***	1,428***	4,219**	0,381
	(0,373)	(0,481)	(1,696)	(0,482)
Attachement au Québec	2,005**	2,372	-0,251	1,109
	(0,866)	(1,137)	(1,545)	(0,979)
Attachement au Canada	-2,984***	-3,003	-2,790*	-3,003**
	(0,782)	(1,017)	(1,503)	(1,411)
Valeurs				
<i>Environnement</i>	0,053	-0,337	3,794	1,716
	(0,561)	(0,681)	(2,508)	(1,054)
<i>Liberté</i>	-0,129	-0,122	-1,586	-0,878
	(0,569)	(0,686)	(1,894)	(0,940)
<i>Confiance en autrui</i>	-0,340	-0,343	-1,550**	0,417
	(0,387)	(0,479)	(0,732)	(0,510)
<hr/>				
Modèle des coûts-bénéfices				
<hr/>				
Économie	1,452***	1,553***	3,208***	1,402***
	(0,308)	(0,386)	(0,941)	(0,367)
Langue française	2,043***	1,980**	0,526	2,582*
	(0,761)	(0,897)	(1,144)	(1,395)
Fédéralisme avantageux	-1,773**	-2,400**	3,488	-0,063
	(0,868)	(1,091)	(2,724)	(1,021)
Féd. protège les intérêts	-1,113*	-0,968	-1,300	-3,043***
	(0,583)	(0,699)	(2,202)	(0,969)
<hr/>				
Constante	0,892	1,319	1,856	-0,333
	(1,572)	(2,062)	(3,215)	(2,007)
Pseudo R-carré	0,58	0,57	0,65	0,42
Réduction d'erreur	69,59 %	69,29 %	36,00 %	40,74 %
Log-vraisemblance	-231,62	-96,15	-35,78	-77,69
N	804	344	232	220
<hr/>				

*p < 0,10; **p < 0,05; ***p < 0,01

Note: Les chiffres du tableau sont des coefficients de régression logistique avec les erreurs-types entre parenthèses.

Ces premiers résultats indiquent d'abord que le modèle socio-démographique est d'une utilité limitée pour expliquer l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes. Ces variables n'exercent aucune influence statistiquement significative sur l'intention de vote référendaire des jeunes en général. On constate tout de même que,

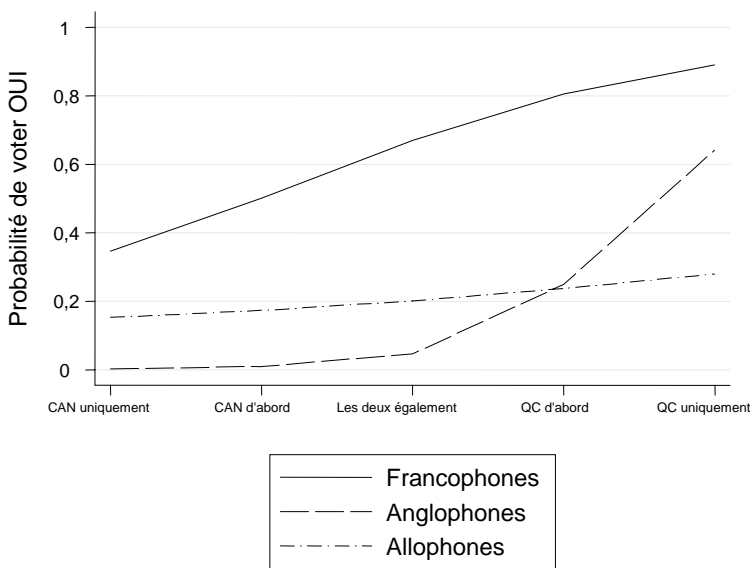
chez les anglophones, l'occupation joue un certain rôle (significatif au niveau $p < 0,10$ seulement): comparativement aux travailleurs à temps partiel (notre catégorie d'occupation de référence), les travailleurs à temps plein, les sans emploi et les étudiants appuient moins fortement la souveraineté-partenariat. Parmi les jeunes allophones, ceux qui restent à la maison appuient plus fortement l'option péquiste que les autres. Toujours chez les allophones, il semble qu'il y ait une différence significative dans l'appui à la souveraineté-partenariat entre les 18-24 ans et les 25-34 ans: ces derniers seraient moins enclins à voter OUI dans un référendum. Ce résultat est peut-être dû à un effet de génération, ce qui confirmerait les conclusions de G. Gagné et S. Langlois qui ont récemment observé que «les jeunes allophones donnent un appui plus marqué à l'option souverainiste que les plus âgés³⁸». Hormis ce résultat qui, par ailleurs, n'est statistiquement significatif qu'au niveau $p < 0,10$, il faut conclure que, sur le plan des déterminants sociodémographiques de l'appui à la souveraineté-partenariat, les allophones apparaissent très peu différents de la majorité francophone.

L'effet significatif de la variable d'immigrant chez les jeunes anglophones démontre que, parmi eux, ceux qui sont nés au Canada et dont les parents sont eux aussi nés au Canada apparaissent nettement plus favorables à l'option souverainiste que ceux qui sont issus de l'immigration. En outre, l'absence d'effet de cette variable d'immigrant chez le groupe des francophones suggère qu'il n'y a pas de distinction notable du niveau d'appui à la souveraineté-partenariat entre les jeunes francophones non immigrants et les jeunes immigrants dont la langue maternelle est le français. Ces derniers sont légèrement moins favorables à la souveraineté (signe négatif du coefficient associé à la variable d'immigrant), mais cette différence n'est pas statistiquement significative. Cette absence de différence est-elle due au fait que les deux groupes partagent au départ la même langue maternelle ou est-elle attribuable à la fréquentation de l'école française en sol québécois? Il est difficile de répondre à cette question car on ne sait pas avec certitude si les immigrants de notre échantillon ont tous fréquenté l'école française, peu importe leur langue maternelle.

38. Gilles Gagné et Simon Langlois, 2005, «Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant», dans *L'annuaire du Québec 2006*, sous la dir. de Michel Venne et Antoine Robitaille, Montréal, Fides, p. 450. Puisque nos données proviennent d'un sondage unique, il nous est impossible d'explorer plus à fond les effets de génération suggérés par ces auteurs qui, eux, examinent l'évolution des appuis à la souveraineté sur une période de dix ans. Notons toutefois que certaines des conclusions de leur étude ont été remises en question par Maurice Pinard, 2006, «Divergences relatives à l'évolution des appuis à la souveraineté-partenariat depuis dix ans», *Options politiques*, juin, p. 62-65.

Les variables associées au modèle sociopsychologique semblent avoir un poids plus important dans la décision des jeunes Québécois d'appuyer ou non l'option souverainiste. La variable d'attachement au Canada apparaît d'une importance équivalente dans chacun des trois groupes, mais sa signification statistique est plus forte chez les anglophones et, surtout, les allophones. La variable d'attachement au Québec, pour sa part, semble surtout jouer chez les francophones, alors que la variable d'identité a un effet particulier, tel que l'illustre le graphique 1. L'identité joue un rôle très faible chez les allophones (augmentation non significative de 12 points de pourcentage dans la probabilité de voter OUI) et très fort chez les francophones (augmentation de 54 points). L'identité a un impact plus accentué encore chez les anglophones, mais seulement à une extrême de l'échelle : un jeune anglophone s'identifiant surtout comme Canadien, ou également comme Canadien et Québécois, voit sa probabilité d'appuyer la souveraineté-partenariat demeurer presque nulle (une augmentation de 4 points seulement). C'est seulement lorsqu'un répondant anglophone dit s'identifier d'abord, ou seulement, comme Québécois que sa probabilité de voter OUI augmente fortement (de 60 points).

Graphique 1. Effets comparés de la variable d'identité sur l'appui à la souveraineté-partenariat



C'est donc dire que, sur le plan des déterminants sociopsychologiques, des différences marquées apparaissent entre les groupes linguistiques. Contrairement aux francophones, il semble que, pour les jeunes allophones, l'identité et l'attachement au Québec ne constituent

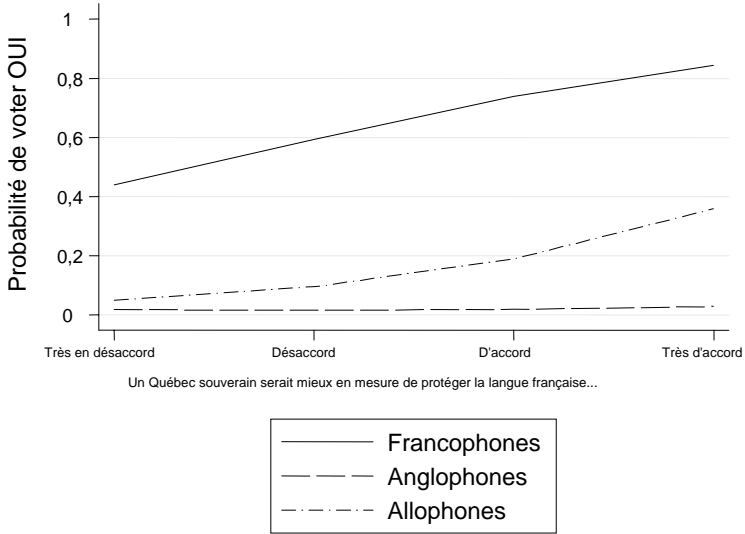
pas des motivations particulièrement importantes pour appuyer le projet souverainiste et que ce soit plutôt l'attachement au Canada qui joue un rôle prépondérant dans leur opinion, comme c'est le cas (mais à un moindre degré) chez les jeunes anglophones. Notons enfin que les variables de valeurs incluses dans nos régressions ne constituent pas des déterminants significatifs de l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes Québécois, à la seule exception de l'indicateur de confiance en autrui, qui affecte significativement cet appui (à la baisse) chez les anglophones. Ce résultat peut paraître surprenant, mais tient peut-être au fait que le capital social est généralement associé positivement au soutien à l'endroit du régime politique en place³⁹, régime que le projet souverainiste vise précisément à modifier.

Les déterminants de type « coûts-bénéfices » inclus dans nos analyses multivariées se révèlent avoir, eux aussi, un poids significatif très important dans l'intention de vote référendaire des jeunes. Estimer que, dans un Québec souverain, l'économie serait meilleure et la langue française mieux protégée affecte à la hausse l'appui à la souveraineté. À l'inverse, être d'avis que le fédéralisme canadien protège bien les intérêts du Québec et que ce régime comporte plus d'avantages que de désavantages pour le Québec diminue considérablement cet appui.

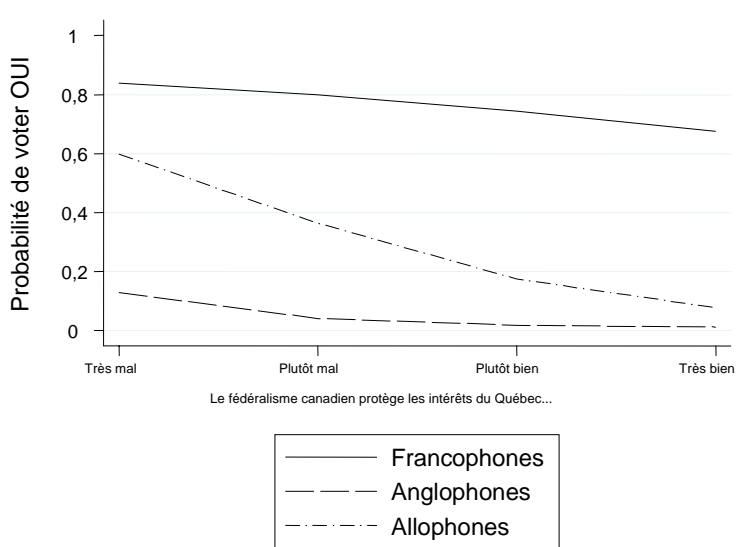
Ces facteurs ont cependant des effets différents dépendamment du groupe linguistique. Francophones et allophones affichent des motivations similaires à appuyer la souveraineté, le poids des considérations économiques et linguistiques étant à peu près semblable dans les deux groupes. Le graphique 2a montre cependant que l'effet de la variable de protection de la langue française est légèrement différent dans le cas des allophones. Il semble que, pour que cette variable ait un véritable effet sur l'appui à la souveraineté chez les allophones, il faille que ces derniers soient tout à fait d'accord avec ce point de vue; alors que le graphique indique que, chez les francophones, l'effet de cette même variable est plutôt linéaire. Quoi qu'il en soit, les deux groupes se distinguent nettement des anglophones, pour qui la variable de protection de la langue française n'a aucun effet. Et c'est la situation inverse que l'on constate à propos de la variable de perception économique: son poids apparaît plus lourd chez les anglophones comparativement aux deux autres groupes linguistiques. Cela dit, il faut noter que l'opinion des allophones concernant la situation économique dans un Québec souverain s'approche davantage de celle des anglophones: une majorité d'allophones (53%) et d'anglophones (72%) croient que la situation économique serait pire qu'elle ne l'est actuellement, alors que seulement 29% des jeunes francophones partagent cette opinion.

39. Voir, par exemple, Susan J. Pharr et Robert D. Putnam (dir.), 2000, *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?*, Princeton, Princeton University Press.

Graphique 2a. Effets comparés de la variable de protection de la langue française sur l'appui à la souveraineté-partenariat



Graphique 2b. Effets comparés de la variable de protection des intérêts du Québec sur l'appui à la souveraineté-partenariat



Le graphique 2b illustre l'effet de la variable de protection des intérêts du Québec par le gouvernement fédéral canadien sur la probabilité de voter OUI. On peut y observer que cet effet est nettement plus accentué chez les jeunes allophones (diminution de 52 points de l'appui) que chez les francophones (pour ces derniers, l'effet de -16 points n'est d'ailleurs pas statistiquement significatif). De plus, l'opinion des deux groupes diffère sur cette question : la moitié des jeunes francophones sont d'avis que les intérêts du Québec sont mal ou très mal protégés au sein du Canada, alors que moins du quart des allophones (23 %) et des anglophones (18 %) sont de cet avis. Une autre différence entre allophones et francophones tient à la question des avantages du fédéralisme pour le Québec : celle-ci semble jouer un rôle important dans l'intention de vote référendaire des francophones, mais pas dans celle des deux autres groupes linguistiques. Au total, les facteurs associés au modèle des coûts-bénéfices révèlent donc à la fois des similarités et des différences dans les motivations des francophones et des allophones à appuyer le projet de souveraineté-partenariat. Comme les francophones, les allophones semblent répondre aux considérations économiques et linguistiques, mais semblent accorder plus d'importance qu'eux à la protection des intérêts du Québec par le fédéralisme canadien.

Qu'en est-il de l'appui des jeunes à l'accession du Québec au statut de pays ? Le tableau 3 présente les résultats de nos analyses multivariées menées avec cette deuxième variable dépendante. En général, on constate que l'effet des différentes variables est plus fort dans ces analyses, ce qui n'est pas entièrement surprenant, dans la mesure où la variable dépendante utilisée réfère à une option constitutionnelle plus radicale que la souveraineté-partenariat. On devrait donc s'attendre à ce que la formation d'une opinion à son endroit soit plus complexe et à ce que les diverses considérations – notamment celles plus émotives associées au modèle sociopsychologique – y pèsent plus lourd.

Tableau 3. Effet combiné des facteurs sociodémographiques, sociopsychologiques et de coûts-bénéfices sur l'appui au «statut de pays»

	Répondants			
	Tous	Francophones	Anglophones	Allophones
Modèle sociodémographique				
Âge (25-34 ans)	-0,315 (0,411)	-0,228 (0,454)	1,081 (4,047)	-0,971 (0,727)
Femme	-0,903** (0,385)	-0,947** (0,451)	-2,396* (1,410)	-0,344 (0,610)
Éducation	0,977 (0,874)	0,966 (0,985)	-6,567 (11,193)	2,327 (1,829)
Revenu	-1,260* (0,691)	-1,244 (0,791)	-4,947* (2,986)	-3,397*** (1,286)
Occupation				
<i>Travail à temps plein</i>	0,569 (0,647)	0,581 (0,719)	-5,847* (3,184)	3,070 (1,974)
<i>Au chômage</i>	1,498 (1,048)	1,733 (1,432)	-12,075** (4,836)	2,220 (1,903)
<i>Étudiant</i>	-0,930 (0,726)	-0,948 (0,817)	-9,989** (4,117)	2,189 (1,931)
<i>À la maison</i>	1,773** (0,829)	2,482** (1,047)		2,770 (2,591)
Langue maternelle				
<i>Anglophone</i>	-0,601 (0,543)			
<i>Allophone</i>	1,255 (0,763)			
Immigrant	-0,424 (0,714)	-0,430 (0,804)	-4,312** (1,781)	-6,860*** (2,335)
Modèle sociopsychologique				
Identité	2,050***	2,178***	5,289**	1,827***

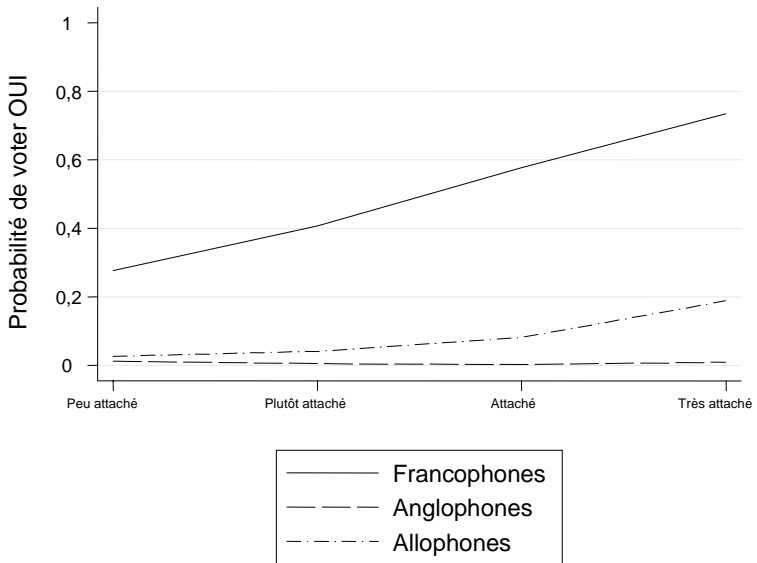
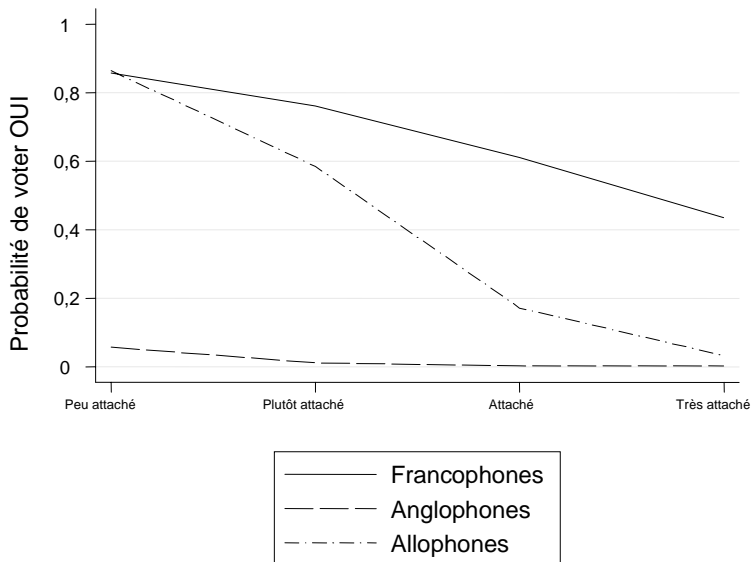
Attachement au Québec	(0,421)	(0,510)	(2,150)	(0,693)
	1,924**	2,183**	10,827	3,002*
Attachement au Canada	(0,841)	(1,052)	(10,856)	(1,558)
	-2,458***	-2,189**	-1,661	-6,065***
Valeurs	(0,814)	(0,947)	(3,097)	(1,916)
<i>Environnement</i>	1,047	1,170	7,800*	2,860*
	(0,869)	(1,000)	(4,567)	(1,523)
<i>Liberté</i>	0,383	0,434	0,828	0,710
	(0,638)	(0,710)	(2,951)	(1,420)
<i>Confiance en autrui</i>	-0,258	-0,213	-1,935	0,148
	(0,424)	(0,472)	(1,508)	(0,706)
Modèle des coûts-bénéfices				
Économie	1,769***	1,702***	5,164	2,456***
	(0,302)	(0,344)	(3,273)	(0,496)
Langue française	3,076***	3,261	-0,406	2,973
	(0,809)	(0,942)	(1,840)	(1,899)
Fédéralisme avantageux	-1,528*	-1,741	-0,909	-0,903
	(0,894)	(1,068)	(3,430)	(1,438)
Féd. protège les intérêts	-1,155*	-0,793	-1,658	-4,692**
	(0,670)	(0,779)	(7,580)	(1,826)
Constante	-2,485	-3,382	-4,285	-2,051
	(1,760)	(2,353)	(10,756)	(3,289)
Pseudo R-carré	0,63	0,61	0,85	0,63
Réduction d'erreur	74,81 %	73,57 %	50,00 %	53,19 %
Log-vraisemblance	-204,73	-90,44	-12,02	-49,20
N	806	345	232	221

*p < 0,10; **p < 0,05; ***p < 0,01

Note : Les chiffres du tableau sont des coefficients de régression logistique avec les erreurs-types entre parenthèses.

L'effet des variables sociodémographiques sur la probabilité d'appuyer l'accession au statut de pays est sensiblement le même, bien que l'on constate cette fois l'apparition d'un *gender gap* et d'un *income gap*. En effet, les jeunes femmes francophones sont significativement moins favorables au pays (par 20 points) et les jeunes allophones à revenu plus élevé le sont significativement moins eux aussi (par 25 points). La variable sexe ne joue pas chez les allophones et celle de revenu n'a pas d'effet chez les francophones. Ces deux écarts sont statistiquement significatifs chez les anglophones, mais résultent en des effets minimes, puisque l'appui de ce groupe au statut de pays est extrêmement faible dans l'ensemble (tableau 1). Quant à la variable d'immigrant, notons que son effet est sensiblement le même qu'avec la souveraineté-partenariat. La variable a ici un impact significatif chez les allophones, mais on ne devrait pas accorder trop d'importance à cet effet, compte tenu que seulement cinq répondants allophones ne se conforment pas à notre définition d'un immigrant, tel que mentionné à la section précédente. Il semble donc que, au total, sur une question plus « dure », les allophones et les francophones se différencient un peu plus que précédemment en ce qui a trait aux déterminants sociodémographiques de leur intention de vote référendaire.

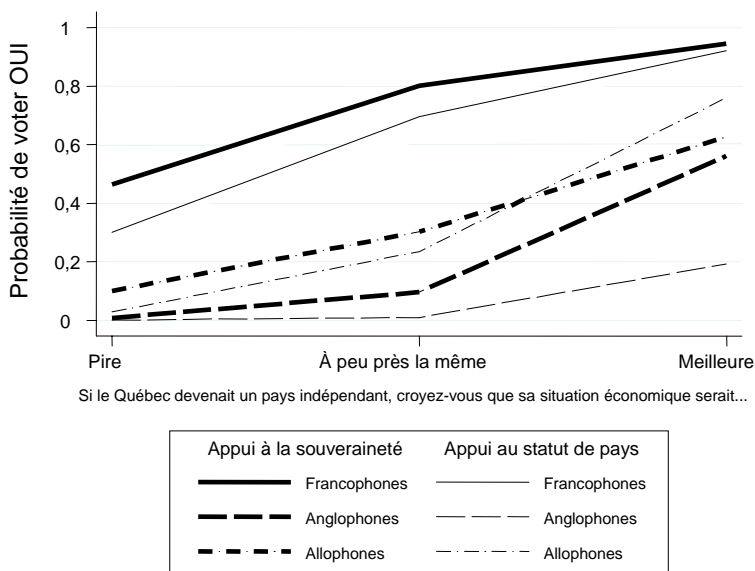
Les facteurs sociopsychologiques sont ceux qui semblent exercer le plus de poids dans le choix d'appuyer ou non l'accession du Québec au statut de pays. Les variables d'identité et d'attachement affichent un impact plus fort que dans les analyses limitées à la souveraineté-partenariat, surtout chez les francophones et les allophones. Le facteur identitaire a maintenant un effet significatif dans le choix des jeunes allophones, mais cet effet demeure légèrement plus faible que chez les jeunes francophones. La polarisation paraît encore plus grande entre ces deux groupes linguistiques lorsqu'on s'attarde à l'impact des variables d'attachement. Comme le montrent les graphiques 3a et 3b, chez les francophones, les deux facteurs d'attachement ont un effet inversé très similaire (+46 points pour l'attachement au Québec et -42 points pour celui au Canada). La situation est très différente chez les allophones, pour qui le poids de l'attachement au Canada s'avère être environ cinq fois celui de l'attachement au Québec dans leur décision d'appuyer l'accession au statut de pays (respectivement -83 points et +16 points). Comme l'illustre clairement le graphique 3b, un allophone pas du tout attaché au Canada a une probabilité (0,86) aussi élevée de voter OUI qu'un francophone partageant le même sentiment, alors que, à mesure qu'il devient plus fortement attaché au Canada, sa probabilité de voter OUI tombe au niveau de celle d'un anglophone (0,03).

Graphique 3a. Effets comparés de la variable d'attachement au Québec sur l'appui au statut de pays**Graphique 3b. Effets comparés de la variable d'attachement au Canada sur l'appui au statut de pays**

Une autre différence entre ces deux groupes linguistiques tient à la protection de l'environnement comme valeur motivant l'appui au pays. Cette valeur de type postmatérialiste ne joue aucun rôle significatif dans l'opinion des jeunes francophones, mais occupe un certain poids dans celle des anglophones et des allophones. Comme on peut le constater, les facteurs de type sociopsychologique révèlent dans l'ensemble des différences plus marquées entre francophones et allophones et des similarités plus évidentes entre allophones et anglophones en termes de leurs motivations à appuyer une version plus radicale de l'option péquiste.

L'analyse de l'appui des jeunes à l'accession du Québec au statut de pays laisse voir également un rôle plus important des perceptions économiques dans la formation des opinions. Parmi les facteurs associés à une explication de type coûts-bénéfices, l'économie se démarque des autres variables de manière plus frappante ici que dans nos précédentes analyses qui portaient sur l'appui à la souveraineté-partenariat. L'effet des perceptions économiques sur les deux options constitutionnelles, pour chacun des trois groupes linguistiques, est présenté au graphique 4. L'influence de la situation économique anticipée d'un Québec souverain dans le choix d'appuyer la version plus « dure » de l'option paraît légèrement plus importante chez les allophones que chez les francophones. L'effet de l'économie est surtout différent, en ce sens que, pour les francophones, il paraît suffisant de passer d'une perception négative à une perception neutre pour que l'appui aux deux options augmente substantiellement (les courbes du graphique 4 pour les francophones sont convexes). Par contraste, tant chez les allophones que les anglophones, c'est le passage d'une perception neutre à une perception positive qui semble davantage faire bouger l'intention de vote (les courbes sont concaves). Cela dit, on observe que, dans sa propension à appuyer le statut de pays, un allophone qui est convaincu que l'économie serait meilleure dans un Québec souverain (probabilité de 0,76 de voter OUI) rejoint presque un répondant francophone dont l'opinion est la même (probabilité de 0,92).

Graphique 4. Effets comparés de la variable d'économie sur l'appui à la souveraineté ou au statut de pays



Par ailleurs, les allophones se démarquent toujours par l'importance qu'ils semblent accorder à la protection des intérêts du Québec au sein du fédéralisme canadien dans leur choix d'appuyer ou non l'accession au statut de pays. Enfin, les autres considérations de coûts-bénéfices paraissent ici moins importantes qu'elles ne l'étaient dans l'explication de l'appui à la souveraineté-partenariat.

CONCLUSIONS

Récemment, des études ont fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les citoyens issus de l'immigration et particulièrement chez les jeunes allophones ou la « génération 101 ». Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique des jeunes Québécois issus de l'immigration faisait en sorte de les sensibiliser davantage à l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu indifférencié, dans une très large part, de celui des jeunes francophones.

Nos résultats indiquent toutefois que, malgré la hausse de l'appui à la souveraineté observée ces dernières années chez les jeunes allophones, les facteurs motivant cet appui ne sont pas tout à fait les mêmes que chez les francophones. Alors que les jeunes allophones, comme les francophones, semblent accorder beaucoup d'importance à la protection

de la langue française lorsque vient le temps d'exprimer une intention de vote référendaire, ils semblent plus sensibles que les jeunes francophones aux valeurs associées au fédéralisme canadien, de même qu'aux conséquences économiques de la souveraineté. Contrairement à ce que l'on peut observer chez les francophones, l'identité comme Canadien ou Québécois et l'attachement au Québec n'ont qu'un impact très faible sur l'appui des allophones au projet souverainiste. En revanche, l'attachement au Canada semble peser beaucoup plus lourd dans leur décision que dans celle des jeunes francophones. En ce sens, le comportement des allophones s'apparente davantage à celui des anglophones. Le contraste entre francophones et allophones apparaît d'ailleurs encore plus marqué lorsqu'on examine l'appui à une question référendaire plus « dure » faisant référence à l'accession du Québec au statut de pays. Cette question fait même ressortir un *gender gap* chez les jeunes francophones et un *income gap* chez les jeunes allophones.

Notre examen détaillé des déterminants derrière l'appui des jeunes Québécois à la souveraineté offre un portrait plus nuancé de la question que celui présenté par les études précédentes. Le portrait dépeint ici ne permet pas de conclure à une normalisation complète du comportement électoral des jeunes allophones du Québec. Au contraire, il démontre que, malgré les progrès de l'option souverainiste réalisés auprès de ces jeunes, ces derniers n'affichent pas les mêmes motivations à appuyer la souveraineté que les francophones. L'intégration à la société et à la culture québécoises des jeunes de langue maternelle autre que le français ou l'anglais ne semble pas empêcher ceux-ci d'accorder un poids très important à leur attachement au Canada et à la protection des intérêts du Québec au sein de la fédération canadienne dans leur choix constitutionnel. Autrement dit, même si, à la suite de leur passage à l'école française, les jeunes allophones deviennent plus attachés au Québec, moins attachés au Canada, ou s'identifient davantage comme Québécois que comme Canadiens, ils ne lient pas nécessairement ces orientations à leur choix référendaire. En cela, il est possible d'affirmer que leur comportement électoral est substantiellement différent dans sa nature et ses motivations que celui des jeunes francophones.

Ces résultats suggèrent que le rôle de la *Loi 101* (Charte de la langue française) comme facteur d'intégration politique a peut-être été exagéré par les auteurs s'étant précédemment penchés sur la question du « vote immigrant » au Québec. Il semble bien que les jeunes allophones, tout en partageant la culture publique commune du Québec, demandent malgré tout à être mobilisés et, surtout, à être persuadés des bienfaits de la souveraineté politique. Le simple fait, pour les jeunes allophones, de développer une identification et un attachement au Québec par le biais de la fréquentation de l'école française ne semble pas suffire à les sensibiliser ou même à les convertir durablement à la cause souverainiste.